

## **CONTRÔLE BUDGÉTAIRE**

### **Rappels de la réglementation**

Dans le cadre du contrôle budgétaire réalisé en 2023, vous trouverez ci-joint un rappel de la réglementation suite aux anomalies récurrentes identifiées.

#### **I. L'équilibre du budget**

L'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que « Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice ».

Cet article introduit une **triple obligation** pour les collectivités, pour tous les budgets (budget principal et budget(s) annexe(s)) tout au long de l'exercice budgétaire (budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives) :

- **Les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère**, en excluant toute majoration ou minoration et en inscrivant toutes les dépenses obligatoires, les décisions modificatives votées en cours d'année permettant de procéder à des virements de crédits ou à l'ouverture de crédits nouveaux en dépenses ou en recettes ;
- **La section de fonctionnement et la section d'investissement doivent être respectivement votées en équilibre** (dépenses = recettes). Un sur-équilibre (dépenses < recettes) est toutefois autorisé (article L. 1612-6 et 7 du CGCT) ;
- **Les recettes propres doivent être suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice** : les ressources propres sont des ressources définitives de la section d'investissement, qui ne sont pas destinées à des dépenses d'investissement identifiées. Les subventions et fonds de concours servant à des équipements ciblés ne sont pas des ressources propres.

Le vote d'un budget en déséquilibre constitue un motif de saisine de la chambre régionale des comptes (CRC) par le préfet, en application de l'article L.1612-5 du CGCT.

#### **II. L'équilibre et la sincérité du compte administratif**

L'article L. 1612-14 du CGCT dispose que « Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État, propose à la

collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine ».

Excepté les restes à réaliser, l'assemblée délibérante doit constater la **stricte concordance des données entre le compte de gestion et le compte administratif**. La sincérité des réalisations inscrites au compte administratif s'apprécie en effet par comparaison avec les résultats du compte de gestion voté par l'assemblée délibérante. La sincérité des restes à réaliser s'apprécie quant à elle par comparaison, d'une part, avec les états joints au compte administratif et issus de la comptabilité des engagements pour les dépenses, et, d'autre part, avec tout document susceptible d'établir la réalité ou le caractère certain des recettes.

### III. L'équilibre des opérations d'ordre

Lors de l'exécution des budgets, l'exécutif effectue des opérations d'ordre, qui sont des jeux d'écriture qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements. Bien que non budgétaires, ces opérations doivent être retracées dans les documents budgétaires en recettes et en dépenses dans chacune des sections et être équilibrées entre elles.

À l'intérieur de chaque section
chapitre 043 (dépenses de fonctionnement) = chapitre 043 (recettes de fonctionnement)
chapitre 041 (dépenses d'investissement) = chapitre 041 (recettes d'investissement)

  

Entre les sections
chapitre 042 (dépenses de fonctionnement) = chapitre 040 (recettes d'investissement)
chapitre 042 (recettes de fonctionnement) = chapitre 040 (dépenses d'investissement)

### IV. La reprise et l'affectation des résultats

La détermination du résultat d'un exercice clos s'effectue au moment du vote du compte administratif et après réception du compte de gestion transmis par le comptable public. Le respect des règles relatives à l'affectation du résultat joue un rôle déterminant dans la construction de l'équilibre budgétaire.

Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une délibération. Le solde d'exécution de la section d'investissement du compte administratif doit être reporté, quel qu'il soit, en section d'investissement, et ne nécessite pas de délibération.

L'article R. 2311-12 du CGCT précise que le résultat de la section de fonctionnement doit être affecté, lorsqu'il s'agit d'un excédent, en priorité, en réserves pour la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et, pour le solde, en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire en réserves. Lorsqu'il s'agit d'un déficit, il doit être ajouté aux dépenses de fonctionnement de l'exercice.

**Le budget peut être voté avec une reprise anticipée des résultats** si le compte administratif n'a pas été encore adopté au moment du vote du budget primitif.

La reprise anticipée doit être justifiée :

- par une feuille de calcul du résultat prévisionnel établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable ;
- par le compte de gestion (ou une balance si celui-ci n'a pas été encore établi) et un tableau des résultats de l'exécution du budget ;
- par un état des restes à réaliser au 31 décembre visé par l'ordonnateur.

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par

anticipation, l'assemblée délibérante doit procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

**Le budget peut également être voté sans reprise anticipée des résultats.** Dans ce cas, après le vote du compte administratif, il faut adopter un budget supplémentaire pour reprendre les résultats de l'exercice précédent.

## **V. Les restes à réaliser**

Les restes à réaliser (RAR) font partie intégrante du résultat cumulé présenté dans le compte administratif. Il ne s'agit pas de prévisions budgétaires.

Ils correspondent :

– en investissement, aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre de l'exercice N telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements ;

– en fonctionnement, aux dépenses engagées n'ayant pas donné lieu à service fait et non mandatées ou n'ayant pas fait l'objet d'un rattachement à l'exercice au 31 décembre N, et aux recettes certaines au 31 décembre N et non mises en recouvrement ou rattachées à l'issue de la journée complémentaire.

Les RAR interviennent dans le calcul du déficit du compte administratif et doivent être pris en compte pour déterminer le besoin de financement. Il convient donc d'être particulièrement vigilant quant à leur sincérité et de vérifier qu'ils soient strictement identiques sur le compte administratif N-1 et le budget primitif N. En cas de différence lors de la reprise des RAR dans le budget primitif, vous devez produire une attestation du comptable public qui doit justifier l'écart constaté.

**Un état des restes à réaliser (en recettes et en dépenses) doit être établi au 31 décembre de l'exercice concerné et visé par l'ordonnateur. Cet état doit être transmis à la préfecture** avec la délibération d'adoption du compte administratif ou du budget primitif si celui-ci est voté avant le compte administratif.

## **VI. Les règles de vote du compte administratif**

L'examen et le vote du compte administratif par l'assemblée délibérante doivent respecter des règles spécifiques. L'article L. 2121-14 du CGCT prévoit en effet que « Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».

**Si le maire peut assister à la discussion du compte administratif (sauf au moment du vote), le juge administratif a toutefois considéré qu'il ne doit pas être pris en compte pour le calcul du quorum** (CE, 22 mai 1896, commune de la Teste-de-Buch, Lebon p. 410). De manière générale, la jurisprudence a rappelé que les conseillers en exercice, auxquels une disposition légale interdit de prendre part au vote ou leur enjoint de se retirer au moment de certaines délibérations, ne doivent pas être pris en compte pour le calcul du quorum (Conseil d'État, 19 janvier 1983, n° 33241).

**Le compte administratif et la délibération s'y rapportant doivent être signés par le président de séance et non par l'ordonnateur.**

Afin d'attester le respect de ces dispositions, il est recommandé de prendre une délibération spécifique indiquant le nom du président de séance ayant été élu par l'assemblée délibérante et précisant le retrait de l'ordonnateur au moment du vote.

## VII. Les présentations brèves et synthétiques

L'article L. 2313-1 du CGCT énonce qu'« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de **permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux** », comprenant les éléments suivants :

- Contexte (économique, social, budgétaire, évolution de la population...)
- Priorités du budget
- Evolution et structure des ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement
- Montant du budget consolidé (et des budgets annexes)
- Crédits d'investissement (et le cas échéant de fonctionnement pluriannuels)
- Niveau de l'épargne brute (ou CAF) et niveau de l'épargne nette
- Niveau d'endettement de la collectivité
- Capacité de désendettement
- Niveau des taux d'imposition
- Principaux ratios
- Effectifs de la collectivité et charges de personnel

Cette disposition s'applique à l'ensemble des communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (article L. 5211-36 du CGCT).

Les présentations brèves et synthétiques doivent être mises en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe.